

Lutte de classe

Quand l'OTAN entonne le chant du pavot !

En Afghanistan, à l'initiative de l'OTAN, la lutte contre la culture du pavot à la base de la production d'héroïne bat son plein.

Dans la province d'Helmand, la première en importance pour la culture du pavot en Afghanistan, l'OTAN a fait diffuser des messages sur une radio locale pour assurer les fermiers que les forces d'occupation étrangères et les forces de sécurité afghanes n'étaient pas là pour détruire leurs champs. « *L'ANA (Armée nationale afghane) et la FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité, dirigée par l'OTAN) ne vont pas éradiquer votre pavot parce que les forces de l'ANA et de la FIAS savent que la population d'ici n'a pas d'autre revenu et que c'est la raison pour laquelle elle cultive le pavot. L'ANA et la FIAS ne veulent pas priver la population de ses revenus* », affirmait le texte, avant d'être retiré un peu plus tard des ondes par l'OTAN, sans doute après être tombé dans des oreilles indiscretes.

Le Bureau des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a annoncé que la production 2007 de pavot pourrait dépasser le record des 6 100 tonnes produits en 2006 en Afghanistan, soit 92 % de la production mondiale. Toujours selon les mêmes sources, la lutte contre la drogue au cours de la seule année 2006, s'était soldée par une production d'opium de 49 % pendant que les surfaces cultivées qui lui étaient consacrées s'étaient accrues de 59 %, ce qui nous oblige à poser la question : mais à qui profite le crime ?

A qui profite les narcodollars ? Pardi, en priorité à ceux qui profitent des pétrodollars et de l'industrie d'armement aux États-Unis et qui n'ont pas du tout envie que ce commerce de la drogue particulièrement juteux se tarisse.

Dans le cadre d'un partage des rôles bien orchestré en direction de l'opinion publique internationale qui s'émeut des désastres humains causés par l'héroïne notamment, pendant que l'OTAN encourage la poursuite de la culture du pavot, les autorités afghanes font mine de s'en émouvoir et les médias évidemment de leur emboîter le pas, ce que je ne ferai pas ici.

Ainsi, sur Ariana Télévision, le général Mohammad Daoud, vice-ministre de l'intérieur en charge de la lutte antidrogue a expliqué « *Notre campagne contre la drogue est en cours. Les forces internationales ont fait une erreur dans un ou deux districts où des opérations militaires se déroulaient pour laquelle elles se sont excusées* », et de son côté, Zalmay Afzali, un porte-parole du ministère de la lutte contre les narcotiques, a affirmé « *Nous demandons à la FIAS d'éviter ce genre d'erreurs dans l'avenir car cela crée des problèmes multiples pour la stratégie antidrogue en Afghanistan* ».

La seule erreur n'aurait-elle pas été plutôt de dire tout haut ce que tout le monde dit tout bas au sein du commandement militaire de l'OTAN ?

A moins que cette « *erreur* » ne soit le produit des contradictions et des difficultés que rencontrent sur le terrain le gouvernement à la solde de Washington et les troupes d'occupation face à la résistance croissante de la population afghane en proie à des conditions de vie qu'elle supporte de moins en moins, tout comme la présence des 31 000 soldats étrangers qui occupent leur pays.

Les dirigeants de l'OTAN, en affirmant que les revenus de l'opium (environ 3 milliards de dollars en 2006) alimenteraient l'insurrection des talibans, ne font que répéter ce que tout le monde sait depuis longtemps, en oubliant de préciser ce qu' Antonio Maria Costa, directeur de l'UNODC, avait constaté au cours de ces nombreux voyages en Afghanistan, à savoir que la « *corruption* » quasi généralisée dans le pays était en réalité la principale explication à l'accroissement de la production « *Nous avons des gouverneurs impliqués, des policiers, des militaires, des administrateurs provinciaux* » avait-il dit en septembre 2006.

Et la corruption est loin d'être combattue, mais bien plutôt encouragée par l'homme de paille de Washington, le président Hamid Karzaï, après l'adoption fin février 2007 par le Parlement d'une loi

amniant les crimes commis au cours des presque trente ans de conflits en Afghanistan, 25 000 Afghans s'étaient massés dans un stade de Kaboul le 23 février 2007 à l'appel des puissants « chefs de guerre » pour soutenir cette initiative qui les concernait directement, et engagée « *au nom de la réconciliation nationale* ». Rappelons qu'entre 1979, date de l'invasion des troupes staliniennes russes et fin 2001, date de la chute du régime taliban, ce sont plus d'un million et demi d'Afghans qui ont été tués et des milliers d'autres torturés ou violés lors des différents conflits sur une population totale de 22,5 millions d'habitants.

En réalité, ce qui inquiète le plus l'OTAN c'est la radicalisation croissante du peuple afghan qui souhaite le départ des troupes d'occupation, le combat contre la drogue et les talibans n'étant qu'un prétexte pour continuer d'occuper militairement ce pays. Rappelons que selon un sondage conjoint de la BBC et de la chaîne américaine ABC de décembre 2006, 55 % des Afghans, contre 77 % en 2005, estimaient que leur pays était sur la bonne voie, au regard de la violence qui s'est accentuée ces derniers mois s'étendant dorénavant à tout le pays, il y a fort à parier que ce chiffre a encore diminué.

Il est impossible d'occuper un pays et de mâter tout un peuple contre sa volonté, c'est cette règle millénaire que l'impérialisme a tout simplement cru possible de contourner ou d'inverser à son avantage, une pure folie.

Souvenez-vous que lors de sa visite en Afghanistan le 1er mars 2006, Bush avait présenté la guerre qu'il menait contre le peuple afghan comme une « réussite », comme en Irak « *Dans le monde entier, les gens regardent l'expérience qui se déroule ici en Afghanistan* », avait-il déclaré sur un air débonnaire, avant d'ajouter en empruntant le ton d'un visionnaire : « *Vous êtes une source d'inspiration pour d'autres et cette inspiration les poussera à réclamer leur liberté, et en devenant plus libre, le monde deviendra aussi plus sûr* », sauf que les choses sur le terrain se passent totalement différemment.

Le peuple afghan plus libre, leur pays plus sûr ? Comme je l'ai indiqué plus haut, les Afghans sont de plus en plus nombreux à penser le contraire, ce qui suffit à prouver que la politique d'invasion américaine (pas seulement, puisque les armées de 37 pays participent à l'occupation de ce pays) est un échec sur toute la ligne, sauf bien sûr pour les marchands d'armes et le trafic de drogue dont on ne répétera jamais assez que les réels bénéficiaires se trouvent principalement à la Maison Blanche et parmi les amis de G. Bush.

En Afghanistan, c'est la lutte contre d'Al-Qaida qui sert toujours de prétexte à l'occupation de ce pays, Bush l'avait répété le 1^{er} mars 2006 : « *Nous avons des forces américaines qui traquent non seulement Ben Laden, mais tous ceux qui travaillent et complotent avec Ben Laden (...)* » pour camoufler ainsi les réelles intentions de la politique américaine dans la région, et l'hypocrisie de la lutte contre la drogue doit être dénoncée.

Aux États-Unis, en Europe et pratiquement dans tous les pays, la lutte contre le terrorisme sert de prétexte à l'impérialisme pour accroître leur arsenal législatif répressif et judiciaire, moderniser leur police, augmenter leurs dépenses en matière de défense, afin d'être fin prêt à retourner ces armes contre leur propre peuple le jour où il se soulèvera. C'est aussi un moyen pour ceux qui nous gouvernent, d'entretenir une sorte de paranoïa générale et permanente, afin de tenter de monter une partie de la population contre une autre pour conserver le pouvoir le plus longtemps possible, comme en Afghanistan.

Même si le peuple afghan retrouvait son indépendance, il serait encore très loin du compte, très loin d'avoir réglé les problèmes quotidiens qu'il rencontre pour tout simplement pouvoir continuer à exister dans la dignité et satisfaire ses besoins élémentaires.

Quand dans un pays les fonctions de l'État se réduisent à maintenir l'ordre et à remplir les prisons, où l'éducation, la santé, le logement sont laissés à la merci d'organismes privés, où la protection sociale, la réglementation du travail, les retraites sont quasiment inexistantes, où le développement des infrastructures et de la production dépendent exclusivement de la loi du profit, c'est la loi du plus fort qui l'emporte toujours, la loi de la jungle, la terreur, la barbarie.

Dans ces conditions, le prolétariat et la paysannerie n'ont pas d'autre solution que d'essayer de se regrouper et de s'organiser indépendamment du pouvoir en place pour tenter d'imposer les bases

élémentaires de l'égalité et de la justice sociale qui permettront de diminuer leurs souffrances innombrables et de mettre fin au chaos qui mine leur existence et hypothèque d'ores et déjà gravement leur futur, bien avant d'envisager d'aller au-delà et de pouvoir poser les bases d'une société nouvelle sur un modèle socialiste.

Finalement, seul le développement de la lutte des classes à l'échelle internationale à l'initiative du prolétariat organisé permettra au peuple afghan d'envisager un avenir meilleur dans un plus bref délai et d'abrégé ses souffrances.

(source AFP, AP, Reuters, *Le Monde* : 01.03, 04.09. et 09.12.06 ; 23.02 et 26.04.07)